

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1052

8 avril 2016

SOMMAIRE

Black Diamond Luxembourg S.à r.l.	50455	Marygo Luxembourg S.à.r.l.	50451
BPA International Investment S.à r.l.	50459	MEIF Wind Luxembourg S.à r.l.	50452
Catena Investments S.à r.l.	50495	Meng Drogerie +	50452
Exeter/GIC UK Property 2 S.à r.l.	50490	Morgan Stanley International Finance S.A.	50459
Exeter/GIC Zwolle 1 (Netherlands), S.à r.l. ..	50492	Olma Invest Europe S.A.	50477
Forum Nord Sud S.à r.l.	50452	Patrizia Real Estate 31 S.à r.l.	50450
GGP Greenfield S.A.	50450	PATRIZIA Real Estate 37 S.à r.l.	50456
Holos S.C.S.	50467	PATRIZIA Real Estate 39 S.à r.l.	50456
Holos SICAV-SIF	50467	PATRIZIA Wohnmodul I Zwischenholding S.à r.l.	50450
ILG S.A.	50457	Peace International Tyre Co., Ltd.	50450
Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A.	50456	Sadovaya Group S.A.	50454
International Financial Data Services (Luxem- bourg) S.A.	50457	Sand Waves S.A.	50455
Inventage Belux S.à r.l.	50457	Santa Fe Relocation Services SA	50455
ISAR BS Lux S.à r.l.	50459	SIX Payment Services (Europe) S.A.	50453
Jans-1 S.à r.l.	50457	Skagen S.A.	50453
Kiwi Holding II S.A.	50481	Société Anonyme des Minerais	50455
LC Finco S.à r.l.	50452	Socobail S.A.	50453
Lemokid S.à r.l.	50458	Specie Ridge Equities S. à r.l.	50453
Lerins Holding S.à r.l.	50458	Stadtparkturm ProCo S.à r.l.	50454
Lesalg S.à r.l.	50451	SunGard Systems Luxembourg S.A.	50454
LöweKlau S.A.	50451	Ter Beke Luxembourg	50454
Lugus Holding S.à r.l.	50451	Tribus	50460
Mansford France Fund I S. à r.l.	50458		

PATRIZIA Wohnmodul I Zwischenholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 163.333.

Wir teilen mit, das der Alleinige Anteilsinhaber am 18. Januar 2016 beschlossen hat Herrn David Girra, geboren am 07.03.1977 in Berlin, geschäftsansässig in 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016, als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 03.02.2016.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2016061212/14.

(160021948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Peace International Tyre Co., Ltd., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 168.645.

Extrait des décisions prises par résolution circulaire du conseil de gérance en date du 8 janvier 2016

- Le siège social de la société a été transféré avec effet immédiat du 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Peace International Tyre Co., Ltd.

Un mandataire

Référence de publication: 2016061214/14.

(160022201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Patrizia Real Estate 31 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 170.700.

Wir teilen mit, dass Herr Dr. Engelbrecht sein Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016 niedergelegt hat.

Wir teilen mit, das der Alleinige Anteilsinhaber am 18. Januar 2016 beschlossen hat Herrn David Girra, geboren am 07.03.1977 in Berlin, geschäftsansässig in 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016, als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 03.02.2016.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2016061208/16.

(160021945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

GGP Greenfield S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 148.720.

Les comptes consolidés au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016074734/10.

(160039080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Lesalg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 122.619.

Résolutions prises lors du procès-verbal de décision du gérant unique tenu le 4 janvier 2016:

- Transférer le siège social de la société du 1 rue Isaac Newton L-2242 Luxembourg au 11A Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg, et ce à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016061093/12.

(160021915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

LöweKlau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 169.429.

L'adresse de la société SOCOGESCO INTERNATIONAL S.A., commissaire aux comptes, est modifiée comme suit:
11 Boulevard Docteur Charles Marx, L-2130 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016061096/12.

(160021785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Marygo Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 199.404.

Extrait des résolutions des associés en date du 2 février 2016

En date du 2 février 2016, les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la nomination de Madame Kerstin Lindgren, née le 17 avril 1974 à Enköpin, Suède, ayant son adresse professionnelle au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de classe B la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- d'accepter la démission de Monsieur Cédric Frisch de sa fonction de gérant de classe B la Société avec effet immédiat.

Le 3 février 2016.

Pour extrait analytique conforme

Référence de publication: 2016061110/16.

(160021736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Lugus Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 197.988.

Il résulte du transfert de parts sociales de la Société en date du 28 janvier 2016, que 1.100.000 parts sociales détenues dans la Société par Titanium Luxco 2 S.à r.l ayant son siège social au 2, rue du Fossé L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B202592 ont été transférées comme suit:

1.100.000 parts sociales à Titanium Holdings S.à r.l., ayant son siège social au 2, rue du Fossé L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B202733.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016061081/14.

(160021773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

LC Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 183.753.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire le 31 décembre 2015*

1. L'Assemblée décide de donner décharge au liquidateur, C.G. Consulting, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg pour l'exécution de son mandat.

2. Après avoir examiné le rapport du commissaire-vérificateur, Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, l'Assemblée décide de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat.

3. L'Assemblée décide de clôturer la liquidation.

4. L'Assemblée décide que les documents et registres de la société seront conservés pendant une période de cinq ans suivant la publication de la présente résolution au Journal officiel au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 31 décembre 2015.

Référence de publication: 2016061087/18.

(160021744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Meng Drogerie +, Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 28, avenue François Clement.

R.C.S. Luxembourg B 184.230.

Herr MEMOLA Cornelio, geboren am 22-03-1968 in Ettelbruck tritt als Aufsichtsratsmitglied mit sofortiger Wirkung zurück.

Diekirch, den 2-02-2016.

Unterschrift

Die Verwaltung

Référence de publication: 2016061111/12.

(160022025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

MEIF Wind Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 121.099.

Sont à noter les changements d'adresse suivants:

- M. Juan CANO, gérant de classe B de la Société, réside désormais professionnellement au Level 5, Calle Serrano 21, 28001 Madrid (Espagne) et

- M. Charles ROEMERS, gérant de classe A de la Société, réside désormais professionnellement au 2, Rue Eugène Ruppert, 2453 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 février 2016.

Référence de publication: 2016061128/15.

(160022147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Forum Nord Sud S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange,

R.C.S. Luxembourg B 57.056.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016074706/9.

(160039584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Skagen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 182.384.

Rectificatif à l'extrait erroné enregistré et déposé le 28 janvier 2016 - réf.: L160017521

- Donnée concernant un la nomination en date du 26 janvier 2016 d'un administrateur de catégorie A:

* Nom: ALLARD (au lieu de Allard de La Villeguérin)

* Prénom: Matthias

Certifié sincère et conforme

Pour SKAGEN S.A.

Référence de publication: 2016061325/13.

(160021671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

SIX Payment Services (Europe) S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 144.087.

Monsieur Thomas Frommherz, administrateur, réside désormais Rebgasse 23 CH-4132 Muttenz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2016.

Pour Six Payment Services (Europe) S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016061324/12.

(160021891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Socobail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 110.840.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant le changement d'adresse de l'administrateur, M. Guy Pariente, qui est désormais domicilié à Tamarina Bay, Tamarina, Ile Maurice

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016061332/12.

(160022161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Specie Ridge Equities S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 116.655.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 1^{er} janvier 2016

1. Madame Chai Leng SEOW a démissionné de son mandat de gérant, avec effet au 31 décembre 2015.

2. Monsieur Steve STEPHAN, né à Sarreguemines (France), le 2^{ème} février 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, avec effet au 1^{er} janvier 2016 pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 03.02.2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Specie Ridge Equities S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016061288/17.

(160022071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Stadtparkturm ProCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 174.690,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 182.664.

Il est porté à connaissance des tiers, que suite à l'assemblée générale extraordinaire du 16 avril 2014, l'associé unique «GER HoldCo Immobilier S.à r.l.» a décidé de changer de nom pour «OBLIG-IMMO LUX HOLDCO S.à r.l.».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 02 février 2016.

Référence de publication: 2016061290/12.

(160021751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

SunGard Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Luxembourg, 7, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 73.778.

Je vous prie de bien vouloir enregistrer ma démission de mes fonctions d'administrateur de la Société SUNGARD SYSTEMS LUXEMBOURG S.A., établie et ayant son siège social à L-2632 Luxembourg, 7 route de Trèves et inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 73778, à compter du 31 janvier 2016.

Luxembourg, le 2 février 2016.

Dean-Barry Gluyas.

Référence de publication: 2016061296/11.

(160021734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Sadovaya Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 10, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 153.489.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Actionnaires tenue en Ukraine le 27 Novembre 2015.

Première résolution

Réélection des administrateurs A et B suivants pour un mandat consécutif jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2019.

- Oleksandr Tolstoukhov, Administrateur de catégorie A, demeurant professionnellement à 91000, Ukraine - 50, Lenina Street.

- Sergiy Stetsurin, Administrateur de catégorie B, demeurant professionnellement à 83000, Ukraine - 55, Maria Ulianova Street.

Luxembourg, le 02/02/2016.

Référence de publication: 2016061301/16.

(160022240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Ter Beke Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 40.550.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des Actionnaires tenue à Luxembourg le 16 décembre 2015

«Première résolution

L'Assemblée révoque Monsieur Marc Lambert de son mandat d'administrateur avec effet au 16 octobre 2015.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme Monsieur Dirk De Backer demeurant Sint-Corneliusstraat 2/302, 9030 Mariakerke (Gent) en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Marc Lambert, avec effet au 16 octobre 2015.»

Pour la société TER BEKE LUXEMBOURG

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016061350/15.

(160022238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Sand Waves S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 184.187.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire le 30 décembre 2015

1. L'Assemblée décide de donner décharge au liquidateur, C.G. Consulting, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, pour l'exécution de son mandat.

2. Après avoir examiné le rapport du commissaire-vérificateur, Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, l'Assemblée décide de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat.

3. L'Assemblée décide de clôturer la liquidation.

4. L'Assemblée décide que les documents et registres de la société seront conservés pendant une période de cinq ans suivant la publication de la présente résolution au Journal officiel au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Référence de publication: 2016061306/17.

(160021745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Société Anonyme des Minerais, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 4.266.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale de la Société qui s'est tenue le 17 décembre 2015

L'assemblée générale de la Société tenue en date du 17 décembre 2015 a décidé de nommer comme nouveau commissaire aux comptes, avec effet immédiat, la société de droit luxembourgeois Fideuro S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B151304, ayant son siège social au 283, Route d'Arlon, L-8011 Strassen, Luxembourg; son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016061287/14.

(160021720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Santa Fe Relocation Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-18991899 Kockelscheuer, 17, allée Louis Ackermann.
R.C.S. Luxembourg B 45.447.

EXTRAIT

Suite à une réorganisation de la nomination resp. numérotation des immeubles sis à L-1899 Kockelscheuer, rue de la Poudrerie par l'Administration Communale de Roeser, l'adresse du siège social de la société est désormais

L-1899 KOCKELSCHEUER, 17, Allée Louis Ackermann

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 3 février 2016.

Référence de publication: 2016061274/13.

(160021964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Black Diamond Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 140.201.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLACK DIAMOND LUXEMBOURG Sàrl

Référence de publication: 2016074561/10.

(160038938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

PATRIZIA Real Estate 37 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 180.618.

Wir teilen mit, dass Herr Dr. Engelbrecht sein Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016 niedergelegt hat.

Wir teilen mit, dass der Alleinige Anteilsinhaber am 18. Januar 2016 beschlossen hat Herrn David Girra, geboren am 07.03.1977 in Berlin, geschäftsansässig in 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016, als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 04.02.2016.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2016061770/16.

(160022808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

PATRIZIA Real Estate 39 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 180.705.

Wir teilen mit, dass Herr Dr. Engelbrecht sein Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016 niedergelegt hat.

Wir teilen mit, dass der Alleinige Anteilsinhaber am 18. Januar 2016 beschlossen hat Herrn David Girra, geboren am 07.03.1977 in Berlin, geschäftsansässig in 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, mit Wirkung zum Ablauf des 01. Februar 2016, als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 04.02.2016.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2016061771/16.

(160022806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3290 Bettembourg, 5, Zone d'Activités Economiques Krakelshaff.

R.C.S. Luxembourg B 89.060.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2015

L'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes;

Monsieur Christian COLAS, demeurant 94 rue de Grünwald L-1912 LUXEMBOURG, est nommé en qualité d'administrateur de catégorie A en remplacement de Monsieur Daniel SIEBENALLER, 103 rue Principale L-5367 SCHUTTRANGE.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, RCSL B 29.501, 37 rue des Scillas L-2529 HOWALD, est nommée en qualité de commissaire aux comptes de la société, en remplacement de Monsieur Marcel SAUBER, 36 rue des Prés L-7246 WALFERDANGE.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 2 février 2016.

Pour l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A.

Fiduciaire des P.M.E.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2016061632/22.

(160022648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

International Financial Data Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.997.

Le conseil d'administration a pris acte, en date du 7 décembre 2015, de la démission de Madame Florence Denis, Monsieur Tony Murphy et Monsieur Pat Concannon aux postes de dirigeants agréés et délégués à la gestion journalière, avec effet au 4 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2016.

International Financial Data Services (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016061633/13.

(160022509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

ILG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 169.405.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 14 janvier 2016 que:

Le mandat du réviseur d'entreprises agréée Ernst & Young, avec siège au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach a été renouvelé.

Il viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 2015.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Alban CHAUMET, né le 22 octobre 1976 à Paris (France), et domicilié au Flat 3, 41, Pembridge Villas, Londres, W11 3EP (Royaume-Uni), est renouvelé jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016061637/16.

(160023078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

Jans-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.618.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 152.921.

EXTRAIT

En date du 27 janvier 2016 l'associé unique de la Société a accepté avec effet immédiat la démission de Monsieur Graham Chapman en tant que gérant de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Monsieur James Passin et Monsieur Marc Liesch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Pour Jans-1 S.à r.l.

Référence de publication: 2016061653/15.

(160022614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

Inventage Belux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 113.764.

Les comptes annuels au 30/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Louis-Philippe Pirard.

Référence de publication: 2016074759/10.

(160039207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Lemokid S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelast.

R.C.S. Luxembourg B 186.457.

Il est porté à la connaissance de qui de droit, qu'Orangefield (Luxembourg) S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, n'assure plus la fonction d'agent dépositaire pour la société à compter de ce jour.

Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016061678/14.

(160022640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

Lerins Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 84.030.

Il résulte d'une Convention sous seing privé prenant effet en date du 31 décembre 2014, que le nouvel associé unique de la Société est désormais Monsieur John Flynn, né le 31/03/1946 à New York (USA), en sa qualité de trustee de The Aben Liquidating Trust, domicilié en Floride, 861599, Hampton Club Way, Fernandina Beach, FL-32034.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LERINS HOLDING Sarl

Société à Responsabilité Limitée

Société Générale Bank & Trust

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2016061680/16.

(160023071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

Mansford France Fund I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 196.475,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 108.982.

EXTRAIT

En date du 1^{er} février 2016, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Grégory Gillardin, en tant que gérant B de la Société, a été acceptée avec effet au 7 décembre 2015.

- M. Eric-Jan van de Laar, né le 27 mars 1969 à Utrecht (Pays-Bas), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu nouveau gérant B de la Société avec effet au 7 décembre 2015 et ce pour une durée indéterminée.

- La démission de M. Wim Rits, en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2016;

-Monsieur Ajit Singh Rai, né à Leeds, Royaume-Uni, le 23 février 1978, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu gérant B de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2016 et ce pour une période indéterminée.

Le conseil de gérance ce compose dès lors comme suit:

Monsieur Jérémie d'Esparbès, gérant A

Monsieur Eric-Jan van de Laar, gérant B; et

Monsieur Ajit Singh Rai, gérant B

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016061709/24.

(160022904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

Morgan Stanley International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.567.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société qui s'est tenue en date du 02 février 2016, qu'il a été décidé:

- d'accepter la démission de Madame Aliah Bilqis Greene en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 02 février 2016;

- de nommer en remplacement de l'administrateur démissionnaire et pour une durée de trois ans, Monsieur Stuart Pearson, né le 02 Mai 1967 à Cheam, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle à 20 Bank Street, Canary Wharf, Londres E14 4AD, Royaume-Uni ainsi que Monsieur Henry Webb, né le 03 Mai 1973 à Guatemala, Guatemala, ayant son adresse professionnelle à Floor 36, International Commerce Centre, 1 Austin Road West, Kowloon, Hong Kong en tant qu'administrateurs de la Société avec effet immédiat au 02 février 2016; et

- de confirmer que le Conseil d'Administration de la Société est dorénavant composé comme suit:

* Mme Susan Louise Ludwigson;

* Mr Jacob Mudde;

* Mr Christiaan van Arkel;

* Mr Stuart Pearson; et

* Mr Harry Webb.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 février 2016.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2016061726/28.

(160022660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

ISAR BS Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 443.400,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.756.

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé Unique de Invesco PIT (Luxembourg) S.à r.l. (actionnaire de la Société) tenue par-devant Maître Jean-Paul MEYERS en date du 15 janvier 2016 que:

- la dénomination sociale de «Invesco PIT (Luxembourg) S.à r.l.» a été changée en «Liquidation advisory services S.à r.l.».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 février 2016.

Référence de publication: 2016061650/14.

(160022693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

BPA International Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1017 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 180.157.

Les comptes annuels sociaux de BPA International Investment S.à r.l., arrêtés au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour la société BP A International Investment S.à r.l.

Référence de publication: 2016074577/12.

(160039424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Tribus, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 203.130.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of January;
Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg;

There appeared:

Fer.Mi, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and filed with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register); under section B, number 202.821

here represented by Mr Max Mayer, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, appearing in the capacity in which he acts, have requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a société anonyme (public company limited by shares) which is hereby incorporated:

Section I. - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a société anonyme (public company limited by shares) governed by Luxembourg law, and in particular the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), as well as by the present Articles (the "Company").

Art. 2. Name. The Company's name is "Tribus".

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks copyrights and other intellectual property rights, licenses or other property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company may also enter into any financial, commercial or other transactions and grant to any company or entity that forms part of the same group of companies as the Company or is affiliated in any way with the Company, including companies or entities in which the Company has a direct or indirect financial or other kind of interest, any assistance, loan, advance or grant in favor of third parties any security or guarantee to secure the obligations of the same, as well as borrow and raise money in any manner and secure by any means the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any place within the municipality by means of a resolution of the board of directors in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

The Company may have other offices and branch offices, both in the Grand- Duchy of Luxembourg and abroad.

Section II. - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at EUR 32,000 (thirty-two thousand Euros) divided into 32,000 (thirty-two thousand) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, fully paid-up.

All the shares are in bearer or registered form. A register of the registered shares shall be maintained by the Company and shall specify the name and address of each shareholder, the number of shares held by that shareholder, and the payments made on the shares, as well as details and dates of transfers and details and dates of conversion of any shares into bearer form.

The share capital may be increased or reduced from time to time by means of a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

Art. 7. Voting rights. Each share has identical voting rights and each shareholder has total voting rights commensurate with such shareholder's total ownership of shares.

Art. 8. Indivisibility of shares. As far as the Company is concerned, the shares are indivisible and the Company will recognise only one owner per share.

Art. 9. Transfer of shares and redemption of shares. The shares are freely transferable.

The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

Section III. - Directors

Art. 10. Appointment of the directors. The Company is managed by a board of directors consisting of at least three (3) directors namely type A directors and type B directors.

As an exception to the above clause, if the Company has a sole shareholder then it may be managed by a sole director, exercising the powers of a board of directors.

No director needs to be a shareholder of the Company. A director shall be appointed for a period of a maximum of six (6) years, renewable without limit, by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company. The remuneration from time to time, if any, of the director or directors shall be determined in the same manner.

If there is a vacancy in the board of directors, then the remaining directors may co-opt another director in accordance with the Law until the next meeting of shareholders.

A director may be removed at any time, with or without cause, by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company.

Art. 11. Powers of the directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the board of directors.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, or in case of plurality of directors, by the joint signature of at least one type A director and one type B director.

The board of directors may from time to time delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or director(s) of the Company. The board of directors will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more directors, officers, and/or agents, who need not be shareholders of the Company.

Art. 12. Board of directors. The board elects among its members a chairman who shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose.

The board of directors may also appoint a secretary who need not be director or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or by request of two directors.

Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each director, or where all the directors are present or represented.

Any director may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another director as his proxy. A director may represent more than one director.

However, any and all directors may participate to a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means initiated from the Grand - Duchy of Luxembourg allowing all directors participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

Meetings of the board of directors shall be held within the Grand-Duchy of Luxembourg only, and at least two meetings shall be held by calendar year.

A meeting of the board of directors is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in Luxembourg in person or by alternate not less than one-half of the directors.

Decisions of the board of directors are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of directors of the Company by the affirmative vote of the majority of the directors present and represented who voted and did not abstain.

Deliberations of the board of directors shall be recorded in minutes signed by the chairman or by two (2) directors. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or by one director.

Art. 13. Liability of the directors. No director assumes any personal liability for or in relation to any commitment validly made by him/her in the name of the Company in accordance with these Articles by reason of his/her position as a director of the Company.

Section IV. - Shareholders

Art. 14. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all the powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Art. 15. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the board of directors, failing that by the statutory auditor or the supervisory board if any; or failing that by a shareholder or shareholders holding more than ten percent of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting, setting out the agenda, and stating the time and place of the meeting shall be sent to each registered shareholder at least eight (8) days in advance of the time set for the meeting.

If all of the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed of the agenda for the meeting, then the meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may appoint, by any form of written communication (such as letter or fax or email) another person to act as such shareholder's proxy at any general meeting. Such other person needs not be a shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken at the majority of votes cast by shareholder(s) present or represented.

However general meetings of shareholders convened to amend the Articles validly decide only where more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company is represented. If this quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting. Resolutions will be validly taken at this second meeting regardless of the portion of share capital represented.

Resolutions to amend the Articles shall only be adopted at the first or second meeting by a resolution taken by at least two-thirds (2/3) of the votes of the shareholders present or represented who voted and did not abstain or which vote is not null, unless otherwise provided by the Law.

A general meeting shall be held annually within the Grand-Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Thursday of June or on the following business day if such day is a public holiday.

Any and all shareholders may participate to a meeting by phone, videoconference, or any suitable communication means allowing all shareholders participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

Section V. - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 16. Financial year. The financial year of the Company starts each year on January 1st and ends on December 31st.

Art. 17. Annual accounts. Each year, at the end of the financial year, the board of directors shall draw up a balance sheet and a profit-and-loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts, and which will then be submitted to the shareholders for approval.

Art. 18. Profits. Any credit balance in the profit and loss account after deduction of expenses, costs, amortisations, charges and provisions, as such account is approved by the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when and whilst the legal reserve amounts to at least one-tenth of the share capital, but must be resumed if at any time the legal reserve falls below that amount for any reason.

The remaining profit shall be allocated by a resolution approved by the affirmative vote of a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the shares held by the shareholders, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 19. Interim dividends. Notwithstanding the above, the board of directors may decide, in accordance with the Law, to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried-forward profits and distributable reserves, but decreased by carried-forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 20. Audit. The supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case might be, to a supervisory board comprising of more than one statutory auditor.

No statutory auditor needs to be a shareholder of the Company.

A statutory auditor shall be appointed by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his appointment. However, his appointment may be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the register of trade and companies as well as the accountancy and annual accounts of undertakings, as amended from time to time, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

If one or more qualified auditors are appointed, then no statutory auditors need be appointed.

Section VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken at the same majority as is required for the amendments of the Articles.

Art. 22. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, at a general meeting of shareholders by a resolution approved by the shareholder or shareholders with the same majority as is required for an amendment to the Articles of the Company. The sole shareholder or the resolution (as appropriate) shall also determine the powers and remuneration of the liquidator or liquidators. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, to the shareholders proportionally to the shares that they hold.

Temporary provision

Notwithstanding the provisions of article 16, the first financial year of the Company starts today and will end on December 31st, 2016.

Subscription - Payment

All the 32,000 (thirty-two thousand) shares representing the entire share capital of the Company, have been entirely subscribed by Fer.Mi S.à r.l. prenamed, all fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 32,000 (thirty-two thousand Euros) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,400.-

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital of the Company, passed the following resolutions:

1. Mr. Michele FERRARIS, Italian citizen, born on April 23, 1964 in Alessandria (Italy) and residing at 40, rue d'Arlon, 6700 Sessenich Arlon, Belgium is appointed as sole director of the Company until the holding of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2021; and
2. The registered office of the Company shall be established at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, at the request of the above parties appearing by powers of attorney, this deed is worded in English followed by a French version. Also at the request of the above party, in the event of discrepancies between the English text and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned Notary, have set our hand and seal in the city of Junglinster, on the day set forth at the beginning of this deed.

The above having been read to the holder of the power of attorney, the said person signed with us, the Notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le onzième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand- Duché de Luxembourg.

A comparu:

Fer.Mi, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 40.000.- (quarante mille euros), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 202.821

ici représentée par M. Max Mayer, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Ladite partie comparante, agissant es qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts suivants (les «Statuts») d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

Section I. - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, et en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est «Tribus».

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir, et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par des investissements, des apports, achats, options ou de toute autre manière, toutes sûretés, droits, intérêts, marques, brevets et licences ou tout autre droit de propriété intellectuelle ou titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part à toutes transactions financières, commerciales ou autre et accorder à toute société ou entité appartenant au même groupe de sociétés que la Société ou affiliée d'une façon quelconque avec la Société, incluant notamment les sociétés ou entités dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect ou toute autre forme d'intérêt, tout concours, prêt, avance, ou consentir au profit de tiers des sûretés ou des garanties afin de garantir les obligations des sociétés précitées, ainsi que d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir par tous moyens le remboursement de toute somme empruntée.

Enfin la Société pourra prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du conseil d'administration conformément aux Statuts, ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des actionnaires prise à la majorité requise pour la modification des Statuts.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Section II. - Capital - Actions

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à 32.000 EUR (trente-deux mille Euros) divisé en 32.000 (trente-deux mille) actions d'une valeur nominale d'1 EUR (un Euro) chacune, chacune entièrement libérée.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives. Un registre des actionnaires est tenu par la Société et mentionne le nom et l'adresse de chaque actionnaire, le nombre des actions détenues par cet actionnaire, et les paiements effectués sur les actions, ainsi que les dates et les informations relatives aux transferts et les informations et la date de conversion de toute action en action au porteur.

Le capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution prise par un vote des actionnaires à la même majorité que celle requise pour la modification des Statuts.

Art. 7. Droits de vote. Chaque action confère un droit de vote identique et chaque actionnaire dispose de droits de vote proportionnels au nombre de actions qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des actions. Dans la mesure où la Société est concernée, les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Art. 9. Transfert des actions et rachat des actions. Les actions sont librement cessibles.

La Société peut racheter ses propres actions sous réserve que la Société dispose de réserves distribuables suffisantes à cet effet ou si le rachat résulte d'une diminution du capital social de la Société.

Section III. - Administrateurs

Art. 10. Nomination des administrateurs. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs à savoir les administrateurs de type A et les administrateurs de type B.

Exception à la clause ci-dessus, si la société a un actionnaire unique, elle peut être administrée par un administrateur unique qui exerce seul les pouvoirs du conseil d'administration.

Aucun administrateur n'a à être actionnaire de la Société. Un administrateur est nommé pour une période maximale de six (6) ans, renouvelable sans limite, par une résolution de l'actionnaire ou des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, de l'administrateur ou des administrateurs est déterminée de la même manière.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants peuvent coopter un autre administrateur, conformément à la Loi, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale.

Un administrateur peut être révoqué à tout moment, avec ou sans justes motifs, par une résolution de l'actionnaire ou des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société.

Art. 11. Pouvoirs des administrateurs. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, à l'assemblée générale des actionnaires, sont de la compétence du conseil d'administration.

La Société est liée par la seule signature de son administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe d'au moins un administrateur de type A et un administrateur de type B.

Le conseil d'administration peut de temps à autre déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et rémunération (le cas échéant) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat. La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans ce cadre peuvent être délégués à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants et/ou agents qui n'ont pas à être actionnaires de la Société.

Art. 12. Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui présidera toutes les réunions du conseil d'administration. En l'absence du président, le conseil d'administration pourra être présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet.

Le conseil d'administration peut également nommer un secrétaire qui n'a pas à être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou sur demande de deux administrateurs.

La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, sera donnée à l'ensemble des administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance de l'heure fixée pour cette réunion, sauf quand il y est renoncé par chacun des administrateurs, ou lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur peut représenter plus d'un administrateur.

Toutefois, tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg permettant à l'ensemble des administrateurs participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Les réunions du conseil d'administration doivent se tenir seulement au Grand-Duché de Luxembourg et au minimum deux réunions du conseil d'administration doivent être tenues chaque année calendaire.

Une réunion du conseil d'administration est dûment constituée, pour tout objet si, au commencement de celle-ci, sont présents au Luxembourg en personne ou représentés au moins la moitié des administrateurs.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par une résolution approuvée lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment constituée par le vote favorable de la majorité des administrateurs présents et représentés qui ont voté et ne se sont pas abstenus. Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux (2) administrateurs. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par un administrateur.

Art. 13. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société conformément à ces Statuts et dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Section IV. - Actionnaires

Art. 14. Actionnaire unique. Un actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires conformément à la Loi.

Art. 15. Assemblées générales. Les assemblées générales d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration, à défaut par le commissaire ou le conseil de surveillance le cas échéant; à défaut, par l'actionnaire ou les actionnaires représentant plus de dix pour cent du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale, indiquant l'ordre du jour, et indiquant l'heure et le lieu de la réunion, sont envoyées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut nommer, par toute forme de communication écrite (telle que lettre ou fax ou email) une autre personne pour agir comme mandataire de l'actionnaire à une assemblée générale. Cette autre personne n'a pas besoin d'être un actionnaire de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires sont valablement prises par la majorité des votes émis par les actionnaires présents ou représentés.

Toutefois, les assemblées convoquées pour modifier les Statuts ne décident valablement que lorsque plus de cinquante pourcent (50%) du capital social de la Société est représenté. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée,

les actionnaires seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée. Les résolutions seront valablement adoptées à cette deuxième assemblée quelle que soit la portion du capital représentée.

Les résolutions décidant de modifier les Statuts ne pourront être adoptées lors de la première ou de la deuxième assemblée que par une résolution adoptée à la majorité d'au moins deux-tiers (2/3) des droits de vote des actionnaires présents ou représentés qui ont voté, ne se sont pas abstenus ou dont le vote n'est pas nul, sauf disposition contraire prévue par la loi.

Une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois de Juin ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Tout actionnaire peut participer à une réunion par téléphone, vidéoconférence, ou tout moyen de communication approprié permettant à tous les actionnaires participant à la réunion de s'entendre les uns les autres en même temps. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Section V. - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 16. Exercice social. L'exercice social de la Société commence chaque année le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Comptes annuels. Tous les ans, à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble constituant les comptes annuels, qui seront soumis à tous les actionnaires pour approbation.

Art. 18. Bénéfice. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par tous les actionnaires, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net est affecté à la réserve légale de la Société. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint au moins un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment si la réserve légale est descendue en-dessous de ce montant pour une raison quelconque.

Le bénéfice restant est affecté par résolution approuvée par le vote favorable de l'actionnaire ou des actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par les actionnaires, de le reporter à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 19. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration peut décider, conformément à la loi, de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social, sur la base d'un état comptable établi par le conseil d'administration et duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 20. Audit. La surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance constitué de plus d'un commissaire.

Aucun commissaire n'a à être actionnaire de la Société.

Un commissaire est nommé par une résolution de l'actionnaire ou des actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société et servira pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui suit sa nomination. Cependant, sa nomination peut être renouvelée par l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises telle que modifiée sont atteints, la Société devra confier le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises nommé(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Si un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises sont nommé(s), aucun commissaire n'a besoin d'être nommé.

Section VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'actionnaire unique, ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution prise à la même majorité que celle requise pour la modification des Statuts.

Art. 22. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'actionnaire unique, ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution prise à la même majorité que celle requise pour la modification des Statuts. L'actionnaire unique ou la résolution (selon le cas) déterminera les pouvoirs et rémunération éventuelle du liquidateur ou des liquidateurs. Lors de la clôture de liquidation, les actifs de la Société seront attribués à l'actionnaire unique, ou, en cas de pluralité d'actionnaires, aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Disposition transitoire

Nonobstant les dispositions de l'article 16, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 décembre 2016.

Souscription - Paiement

L'intégralité des 32.000 (trente-deux mille) actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont été entièrement souscrites par Fer.Mi S.à r.l. prénommée, toutes intégralement libérées en numéraire; par conséquent le montant de 32.000 EUR (trente-deux mille Euros) est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est approximativement évalué à 1.400,- EUR.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique, représentant la totalité du capital social souscrit de la Société, a pris les résolutions suivantes:

1. Mr. Michele Ferraris, de nationalité italienne, né le 23 avril, 1964 à Alexandrie (Italie) et résidant au 40, rue d'Arlon, 6700 Sesselich Arlon, Belgique est nommé administrateur unique de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2021; et

2. Le siège social de la Société est établi à 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par la présente qu'à la requête des parties comparissant en vertu de procurations données sous seing privé, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max Mayer, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 13 janvier 2016. Relation GAC/2016/407. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016053318/406.

(160011822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2016.

Holos SICAV-SIF, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé, (anc. Holos S.C.S.).

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 193.705.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December.

Before us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

There was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of HOLOS S.C.S., a Luxembourg company set up under the form of a limited partnership (société en commandite simple or S.C.S) with its registered office at 6 route de Trèves, Senningerberg L-2633 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) under number B0193705, the corporate purpose of which will be amended so that it qualifies as a specialised investment fund (SIF), existing in accordance with the law of 13 February 2007 on SIFs (the "2007 Law") having its registered office at 6 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (the Grand Duchy of Luxembourg) (the "Company").

The meeting is chaired by Peggy Simon, employee, professionally residing in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, who appointed as secretary Claudine Schoellen, employee, professionally residing in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, The meeting elected as scrutineer Peggy Simon, prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

A. Mr. Antonio Luiz da Cunha Seabra, born on 23rd of March, 1942, in São Paulo-SP- Brazil, holding passport number FD453906, issued on 31st of March, 2011 by 30th of March, 2016, with election of domicile at Amauri Street, number 255, 17th floor São Paulo-SP- Brazil, is the sole limited partner and TEMIS S.à r.l., having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B193169, is the general partner of the Company.

B. The agenda of the meeting is the following:

I. Amend the corporate purpose of the Company so that the purpose of the Company will be to invest its assets in a wide range of securities, financial instruments and other assets permitted by the 2007 Law with the purpose of spreading investment risks and affording investors the results of the management of its portfolio

II. Restate the initial deed in order to adapt it to the above resolution, including other amendments

III. Miscellaneous.

The meeting took the following resolutions:

First Resolution

The meeting decided to amend the corporate purpose of the Company so that the purpose of the Company will be to invest its assets in a wide range of securities, financial instruments and other assets permitted by the 2007 Law with the purpose of spreading investment risks and affording investors the results of the management of its portfolio.

Second Resolution

The meeting decided to restate the initial deed of the Company in order to adapt it to the above resolution, including other amendments.

The amended articles of the Company will henceforth have the following content:

Chapter I. Form and name - Registered office - Purpose - Duration

1. Form and name.

1.1 There exists among the existing shareholders and those who may become owners of the shares in the future (individually a “Shareholder” and collectively the “Shareholders”), a company in the form of a limited liability partnership (société en commandite simple - SCS), qualifying as a Société d’Investissement à Capital Variable - Specialised Investment Fund (SICAV-SIF), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the “1915 Law”), the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (SIF) (the “2007 Law”) and by the present articles of association (the “Articles”).

1.2 The company exists under the name of “HOLOS SICAV-SIF”, (the “Company”).

2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the General Partner.

2.2 If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise normal activities of the Company at its registered office, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg Company.

3. Purpose.

3.1 The purpose of the Company is to invest its assets in a wide range of securities, financial instruments and other assets permitted by the 2007 Law with the purpose of spreading investment risks and affording investors the results of the management of its portfolio.

3.2 The Company may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the 2007 Law.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

Chapter II. Share capital and shares

5. Share Capital.

5.1 The Company's capital shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined in the present Articles. The minimum capital of the Company, which must be reached within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a SICAV-SIF under Luxembourg law, is one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000). The initial capital was three hundred twenty-one million six hundred and nine thousand thirty eight US Dollars (USD 321.609.038.-). In accordance with the provisions of the issuing document of the Company (the “Issuing Document”), shares (hereinafter the “Shares”) of a class of Shares (hereinafter a “Class” or Class of Shares”) may, as the General Partner shall determine, be issued in one or more separate series, the characteristics, terms and conditions of which shall be established by the General Partner in its discretion and as provided for in the Issuing Document, the Articles and the subscription agreement as entered into with a Limited Shareholder (as defined below).

6. Shares.

6.1 Shares

The subscribed capital of the Company shall be represented by the following Classes of Shares:

(i) the “General Partner Share Class”: Share subscribed by the General Partner, as unlimited Shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) the “Ordinary Shares Class(es)”: Shares, which may be of different Classes as may be provided in the Issuing Document relating, and which shall be subscribed by any person or entity approved by the General Partner as holder(s) of Ordinary Shares and as limited Shareholders (associés commanditaires) - the “Limited Shareholders” - with the specific features, for each Class of Ordinary Shares, as further described in the Issuing Document.

The General Partner may, at its discretion, decide to change the characteristics of any Class as described in the Issuing Document, in accordance with the procedures determined by the General Partner from time to time; it being understood that any change will be subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law pursuant to the investment policy determined by the General Partner for each Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant Class or Classes of Ordinary Shares, subject to the investment restrictions provided by the 2007 Law or determined by the General Partner.

The General Partner shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") under the meaning of Article 71 of the 2007 Law corresponding to one Class of Shares or for multiple Classes of Shares in the manner described in Article 12 hereof. As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class or Classes of Shares comprising such Sub-Fund, as further described below and in the Issuing Document.

The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prorogue the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. Such prorogation shall constitute be voted upon by the Limited Shareholders in the manner as described under Article 14.7 of these Articles. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares. In respect of the relationships between the Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in American dollars (USD), be converted into USD and the share capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

6.2 Form of Shares

Shares of the Company shall be issued in registered form only. The issued Shares shall be inscribed in the register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each Shareholder, its/her/his address or registered office and the number of Shares held by its/her/him.

6.3 Shareholders' rights

Each Share entitles its holder to equal rights in the profits and assets of the Company.

No voting rights shall be attached to the Ordinary Shares, except for:

(i) Any amendment related to the object, the change of nationality, the transformation, dissolution or liquidation of the Company and/or the modification of the characteristics of the Ordinary Shares;

(ii) The prorogation of a Sub-Fund for close-ended Sub-Funds or contribution of a Sub-Fund contributed to a foreign UCI;

(iii) Resolving upon the dissolution of the Company whenever the share capital falls below the minimum share capital as described under Article 30(1) and 30(2) of the 2007 Law;

(iv) The approval of the annual accounts; and/or

(v) The approval of the distributions as proposed by the General Partner.

The above referred to matters shall be voted upon in the manner as described under Article 14.7 of these Articles.

The Company will recognize only one holder per Share. The Shares are indivisible with regard to the Company. The joint co-owners shall appoint a single attorney who shall represent them towards the Company. The failure to appoint such an attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

6.4 Eligible status of Investors

Ordinary Shares may only be subscribed and held by well-informed investors (the “Eligible Investors”), being, in compliance with Article 2 of the 2007 Law, (i) any institutional investor, (ii) any professional investor, or (iii) any other investor who meets the following conditions:

a) he/she/it has declared in writing that he adheres to the status of a “wellinformed investor”; and

b) he/she/it invests a minimum of the equivalent in American dollars (USD) of one hundred twenty five thousand Euros (EUR 125,000.-) in the Company; or

c) he/she/it provides an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC, certifying his/her/its expertise, his/her/its experience and his/her/its knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

These restrictions are not applicable to the General Partner, the managers of the General Partner and other persons involved in the management of the Company, in accordance with the provisions of the 2007 Law.

The General Partner or, as the case may be the persons/entities appointed by the General Partner to receive subscription orders for Ordinary Shares, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as Eligible Investor of an investor.

The Company will not give effect to any transfer of Ordinary Shares to an investor who does not comply with the above provisions of this Articles. Ineligible Investors, as defined in the Issuing Document may not subscribe for or hold Shares.

7. Issue of Shares. Within each Sub-Fund, the General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of Ordinary Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class of Shares; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issuing Document. The General Partner may in particular decide to suspend the issue of Ordinary Shares in any Class of any Sub-Fund in the circumstances as further described in the Issuing Document.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund in the Issuing Document, whenever the Company offers Ordinary Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be as the General Partner may determine and increased by any such charges and commissions (if any) at the rate provided for by the Issuing Document. The subscription price may be rounded up or down up or down to six decimal place of the relevant currency as the General Partner shall determine.

The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, as the case may be, to deliver a valuation report from the independent auditor of the Company (“réviseur d'entreprises agréé”) if applicable in accordance with Article 26.1 of the 1915 Law and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Sub-Fund.

8. Redemption of Shares. Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund in the Issuing Document, any Limited Shareholder may at any time require the redemption of all or part of his/her/its Ordinary Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner in the Issuing Document and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares may be redeemed in any Class of Ordinary Shares; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares of any Class shall be closed to redemption or shall only be redeemed as of such Valuation Days (each a “Redemption Day” and together the “Redemption Days”) as provided for in the Issuing Document. The General Partner may in particular decide to suspend the redemption of Shares in any Class of any Sub-Fund in the circumstances as further described in the Issuing Document.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund in the Issuing Document, the redemption price shall be, as the General Partner may determine and decreased by any such charges and commissions (if any) at the rate provided for by the Issuing Document. The relevant redemption price may be rounded up or down up or down to six decimal place of the relevant currency as the General Partner shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Ordinary Shares held by any Limited Shareholder in any Class of Ordinary Shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Limited Shareholder's holding of Ordinary Shares in such Class.

Ordinary Shares may also be redeemed in other circumstances, as provided for in the Issuing Document.

Further, if on any given Redemption Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to 10 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number or value of Ordinary Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that all or part, on a pro rata basis for each Limited Shareholder asking for the redemption of his/her/its Ordinary Shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. On the next Redemption Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

Subject to the obligation to deliver a valuation report from the independent auditor of the Company (“réviseur d'entreprises agréé”) if applicable as per regulatory requirement in accordance with Article 26.1 of the 1915 Law, the Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Limited Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection

with such Class or Classes of Ordinary Shares equal in value as of the Redemption Day, as of which the redemption price is determined, to the value of the Ordinary Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders of the relevant Class or Classes of Ordinary Shares. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Ordinary Shares may be cancelled.

9. Conversion of Shares. Unless otherwise provided for with respect to a Sub-Fund, Shareholders are not granted the possibility to ask the Company to convert their Ordinary Shares within one Class of a Sub-Fund into Ordinary Shares of another or the same Class of another Sub-Fund. The General Partner may in particular decide to suspend the conversion of Shares from any Class of any Sub-Fund in the circumstances as further described in the Issuing Document.

The price for the conversion of Shares shall be as the General Partner may determine and increased by any such charges and commissions (if any) at the rate provided for by the Issuing Document. The relevant conversion price may be rounded up or down up or down to six decimal place of the relevant currency as the General Partner shall determine.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any shareholder in Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

The Shares which have been converted into Shares of the same Class within another Sub-Fund may be cancelled.

10. Transfer of Shares. The Shares may be transferred freely amongst Limited Shareholders when the Company is composed of several Limited Shareholders. The Shares may be transferred to non- Limited Shareholders only with the authorization of the General Partner.

11. Net Asset Value.

11.1 Net Asset Value Calculation

The company will calculate the net asset value (the "Net Asset Value" or "NAV") in accordance with the provisions of the Issuing Document. The NAV per Share of each Class of Shares within a Sub-Fund is determined under the ultimate responsibility of the General Partner as of any Valuation Day, as further detailed in the relevant Sub-Fund's Supplement.

The NAV per Share of each Class of Shares shall be expressed in the Base Currency of the relevant Sub-Fund and determined in respect of each Valuation Day by dividing the net assets of the Sub-Fund attributable to the relevant Class of Shares, being the value of the assets of the Sub-Fund attributable to such Class of Shares less the value of the liabilities attributable thereto, on any Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class of Shares outstanding in accordance with the valuation rules set forth below.

The NAV per Share shall be rounded up or down to six decimal place of the currency in which the NAV of the relevant Shares is calculated. If, since the time of determination of the NAV, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Sub-Fund are dealt in or are quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the relevant Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation for all applications received for the relevant Valuation Day.

In particular, the Company's assets shall include (without limitation):

(i) all cash on hand and on deposit, including interest due but not yet collected and interest accrued on these deposits up to the Valuation Day;

(ii) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including the result of the sale of securities whose proceeds have not yet been received);

(iii) all shares or units in UCIs, all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stock, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with the provisions of the Articles with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);

(iv) all stock dividends, cash dividends and distribution proceeds to be received by the Company in cash or securities insofar as the Company is aware of such;

(v) all interest accrued on any interest-bearing assets and owned by the Company, unless this interest is included or reflected in the principal amount of such assets;

(vi) the liquidation value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;

(vii) the incorporation expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as they have not been written off; and

(viii) all other assets of whatever nature, including prepaid expenses.

The value of the assets of the Company will be determined at their fair value in good faith according to the following principles:

a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless

in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

b) any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organized market shall be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such asset shall be determined on the basis of its foreseeable realisation value estimated by the General Partner with good faith;

c) the value of any other assets of the Company shall be determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the reasonably foreseeable sales price thereof determined prudently and in good faith.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Administrator, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the NAV, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters...) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the General Partner. Finally, (iv) in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Administrator may rely upon the valuation provided by the General Partner, as further described in the relevant agreement.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the Administrator, which could have a significant impact on the NAV, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the Administrator is authorised not to calculate the NAV calculation and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption prices. The General Partner shall be informed immediately by the Administrator should this situation arise. The General Partner may then decide to suspend the calculation of the NAV in accordance with the procedures described under the heading "Suspension of the calculation of Net Asset Value" below.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Funds and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Base Currency of a Sub-Fund will be converted into the Base Currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

The Company's liabilities shall include (without limitation):

- (i) all borrowings, bills matured and accounts due;
- (ii) all liabilities known, whether matured or not, including all matured contractual obligations that involve payments in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid);
- (iii) all reserves, authorized or approved by the General Partner, in particular those that have been built up to reflect a possible depreciation on some of the Company's assets;

(iv) all of the Company's other liabilities, of whatever nature with the exception of those represented by Shares. To assess the amount of these other liabilities, the Company shall take into account all expenditures to be borne by it, including, without any limitation, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the Articles, fees and expenses, the Investment Manager, the Independent Auditor, the Depositary, the FoF Depositary, the Administrator, as well as the permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration (if any), the costs for legal assistance, the advertising costs, the costs of printing and publishing the documents prepared in order to promote the sale of Ordinary Shares, the costs of printing the annual and interim financial reports, the costs of translating (where necessary), the semi-annual report (if any) and accounts, the annual audit report and accounts and all Issuing Documents, the costs of printing confirmations of registration, the cost of convening and holding Shareholders' meetings, the costs of registration statements (and maintaining the registration of the Company with governmental agencies or stock exchanges to permit the sale of the Company's Ordinary Shares), all taxes, corporate fees and duties charged by governmental authorities and stock exchanges, fiscal and governmental charges or duties in respect of or in connection with the acquisition, holding or disposal of any of the assets of the Company or relating to the purchase, sale, issue, transfer, redemption or conversion of Ordinary Shares by the Company and of paying dividends (if any) or making other distributions (if any) thereon, the costs of publishing the issue and redemption prices as well as any other running costs, including financial interest, fees or charges payable resulting from any borrowing by the Company, banking and brokerage expenses incurred when buying or selling assets or otherwise and all other administrative costs. For the valuation of the amount of these liabilities, the Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods;

(v) the Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

Each of the Company's Shares in the process of being redeemed shall be considered as a Share issued and existing until the opening of business on the Redemption Day applying to the redemption of such Share and its price shall be considered as a liability of the Company from the close of business on this date and this until it has been paid.

Each Share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be considered as issued from the opening of business on the Subscription Day and its price shall be considered as an amount owed to the Company until it has been fully received by the Company.

The NAV per Share of each Sub-Fund, and the issue, conversion and redemption prices shall be published to the Shareholders' attention as indicated in the relevant Sub-Fund's Supplement at the Company's registered office.

11.2 Suspension of the Net Asset Value

The General Partner is authorized to temporarily suspend the calculation of the NAV of one or more Sub-Funds, as well as issues, redemptions and conversions of Shares (where applicable) in the following instances:

(i) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended or when one or more pricing sources fails to provide valuations, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

(ii) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

(iii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(iv) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(v) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange;

(vi) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company or of a Sub-Fund; or

(vii) any other instance provided for in the Issuing Document.

12. Death, bankruptcy or insolvency of a Shareholder.

12.1 The death, incapacity, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency, or any similar event which leads to a vacancy affecting the Limited Shareholder(s) or the General Partner shall not cause the dissolution of the Company.

12.2 In the event of a vacancy affecting the General Partner, or if it is otherwise unable to act, the Company shall continue to exist. In such a case, the chairman of the board of managers of the outgoing General Partner or any other person to whom authority has been delegated by the outgoing General Partner may appoint (any of) the Limited Shareholder(s) or some other person as administrator who shall take all urgent and purely administrative measures for such period as may be determined in the court order, which period may not exceed one month. The temporary administrator shall be liable only in respect of the performance of his mandate.

Shares held by a Limited Shareholder will be transferred automatically, in the event of death of such Limited Shareholder to his direct descendants who qualify as Eligible Investors and might be entitled to Ordinary Shares through heritage, disposal or gift.

13. Liabilities.

13.1 Each Limited Shareholder shall only be liable to the amount of his/her/its capital commitment to the Company and, in the event that the Company is unable to pay its debts, liabilities or obligations, the Limited Shareholder shall have no personal obligation for the debts or liabilities of the Company except as provided by these Articles and Luxembourg laws and regulations.

13.2 The General Partner, holder of the Unlimited Shares and acting as the manager of the Company is jointly and severally liable for all liabilities of the Company and shall be fully liable for the Company's debts, liabilities and obligations exceeding the Company's assets.

Chapter III. Meetings of the shareholders of the company.

14. Meetings of the Shareholders of the Company

14.1 Once a year, on the second Friday of the month of June at 2:00 p.m. (Luxembourg time), the Shareholders shall meet or pass a written resolution having on its agenda the approval of the annual accounts and the report drafted by the General Partner or any administration agent appointed by the Company. If this date is not a Business Day, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the following Business Day.

14.2 The General Partner shall have sole responsibility for preparing the annual accounts and the report drafted by the General Partner and shall submit both of them to the approval of the Shareholders at the annual meeting of Shareholders. At least fifteen days before the annual meeting, the Limited Shareholders may consult or receive a copy of the annual accounts, the report drafted by the General Partner and the independent auditor's report. Collective decisions may be approved by way of circular written resolutions requiring the signature of all existing Shareholders. The text of the resolutions shall be sent to the Shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex or e-mail, and the Shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution

14.3 Other physical meetings of Shareholders shall be convened by the General Shareholder, by serving convening notices setting the agenda of, the date and place of the meeting.

14.4 If all the Shareholders are present or represented at a physical meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without convening notice.

14.5 Any Shareholder may participate in any physical meeting telephone, video or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a physical meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

14.6 Any Shareholder can take part in any physical meeting by appointing in writing or by cable, fax, e-mail or any other similar means of communication another person as proxy.

14.7 Any physical meeting of Shareholders convened to (i) amend any provision of the Articles related to the object, change of nationality, transformation, dissolution or liquidation of the Company and/or the modification of the characteristics of the Ordinary Shares (ii) approve the prorogation of a Sub-Fund for close-ended Sub-Funds or contribution of a Sub-Fund contributed to a foreign UCI, (iii) approve of the annual accounts and (iv) approve the distributions as proposed by the General Partner shall not validly deliberate unless the decision(s) taken at this occasion is/are (i) approved by the unanimous votes of the Limited Shareholders representing at least three quarter of the share capital, (ii) approved by the General Partner and (iii) the agenda indicates the proposed amendments to this Articles. If the quorum requirement is not satisfied, a second physical meeting of Shareholders may be convened by registered letter confirmed by the stamp evidencing the date of dispatch addressed to each Shareholder. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous physical meeting of Shareholders. Same quorum and majority will apply to the second physical meeting of Shareholders. Shares of the Shareholders having voted against the proposed changes will be redeemed. In accordance with the 2007 Law, at the occasion of the general meeting to be called upon whenever the share capital falls below the minimum share capital as described under Article 30(1) and 30(2) of the 2007 Law, no quorum shall be required, and the question of the dissolution of the Company shall be voted upon by simple majority of the validly cast votes at the meeting and with the consent of the General Partner.

15. Meetings of the Shareholders in a Sub-Fund. The General Partner may, at any time, convene general meetings of Shareholders with the aim to deliberate on a subject that concerns only this Sub-Fund.

Chapter IV. Management - Delegation - Representation

16. Management.

16.1 The Company is exclusively managed by the General Partner, being TEMIS S.À R.L., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg RCS under number B193169. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition consistent with, and/or necessary or useful to the accomplishment of the purpose of the Company.

16.2 The General Partner has the most extensive power to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

Each Sub-Fund may invest in shares of other Sub-Funds to the extent permitted and at the conditions provided in the 2007 Law.

16.3 All powers not expressly reserved by law or by this Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

16.4 The Limited Shareholders shall not interfere in any manner with the management of the Company. Nevertheless, this prohibition is not directed against the opinions, counsels, acts of supervision and authorisations given to the General Partner for any acts exceeding its powers.

17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may delegate special powers or proxies or entrust specific permanent or temporary functions, including the daily administration and management of the Company, to persons or agents chosen by the General Partner.

18. Representation of the Company.

18.1 The Company will be bound towards third parties by the signature of (i) the General Partner, acting through its relevant corporate bodies or representatives or (ii) any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of managers of the General Partner.

18.2 A Limited Shareholder has no power to represent or bind the Company towards third parties.

Chapter V. Financial year - Allocation of profits

19. Financial Year.

19.1 The financial year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

19.2 By derogation to the preceding above article, the first financial year as a SICAV-SIF shall begin on the date of signature of this Articles and shall end on December 31st, 2016.

20. Accounts.

20.1 Each year, the accounts are closed and the General Partner shall establish an inventory which will contain the assets and liabilities of the Company.

20.2 The annual accounts are to be approved by the Shareholders as described above.

21. Annual Report. The Company shall prepare and publish an annual report within a period of six (6) months as of the end of each financial year, as well as interim reports under the conditions set forth in the Issuing Document.

22. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders at the occasion of the approval of the annual accounts and remunerated by the Company.

The Company has entered into a Custodian Agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the “Custodian”).

23. Custodian. The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

24. Allocation of Profits.

24.1 The right to distributions under any form is determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Issuing Document and within the limits of the law. The General Partner may, at its discretion, call upon a vote of the Limited Shareholders to approve the distributions as proposed by the General Partner. The decision of the Limited Shareholders regarding the distributions proposed by the General Partner shall be voted upon in the manner as described under Article 14.7 of these Articles. No distribution of any proceeds can take place if, subsequently to such distribution, the Share capital of the Company, increased by share premiums, would fall below the minimum capital provided for by the 2007 Law.

24.2 The General Partner may issue distribution Ordinary Shares and accumulation Ordinary Shares within a Sub-Fund, as further described in the Issuing Document.

Chapter VI. Dissolution and liquidation

25. Dissolution and Liquidation.

25.1 The Company have been established for an unlimited period of time. However, the Company or any Class and/or Sub-fund may be terminated at any time by decision voted upon in the manner as described under Article 14.7 of these Articles.

25.2 The dissolution or liquidation of a Class and/or Sub-fund cannot be requested by the Limited Shareholders unless such dissolution or liquidation is voted upon in the manner as described under Article 14.7 of these Articles. In the event of dissolution or liquidation of the Company voted upon in the manner as described under Article 14.7 of these Articles, such dissolution or liquidation will be carried out by the General Partner or by one or several liquidator(s) (who may be individual or legal entities) appointed for such purposes by the General Partner.

25.3 When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the Shareholders, in due proportion to their respective holding in the share capital.

25.4 As per the 2007 Law, whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum share capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the validly cast votes at the meeting and with the consent of the General Partner.

As per the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum share capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the validly cast votes at the general meeting and with the consent of the General Partner.

The general meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the minimum share capital indicated in Article 5 hereof, as the case may be.

26. Termination of Sub-Funds or Classes of Shares and Merger of Sub-Funds. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund, or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund, has decreased to, or has not reached, an amount (as mentioned in the Issue Document) determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such Class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, which, in the opinion of the General Partner renders this decision necessary, or whenever the interest of the Shareholders of the same Sub-Fund or Class of Shares demands so, the General Partner may decide to close one or several Sub-Fund(s) or Class(es) of Shares in the best interests of the Limited Shareholders and to redeem all the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the Limited Shareholders of the relevant Class or Classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Limited Shareholders, the Limited Shareholders of the Sub-Fund or of the Class of Shares concerned may continue to request redemption of their Ordinary Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

The Company shall determine the redemption amount by taking the liquidation expenses into account, but without deduction of any redemption fee or any other fee.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Ordinary Shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the General Partner may decide to terminate one or several Sub-Fund(s) by contribution to one or several existing Sub-Fund(s) within the Company or to another UCI organized under the provisions of the 2007 Law or of Part II of the 2010 Law (as defined in the Issue Document) or to one or several sub-funds of such other UCI and to redesignate the Shares of the Class or Classes concerned as Ordinary Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness, in order to enable Limited Shareholders to request redemption of their Ordinary Shares, free of charge, during such period.

A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon unanimous approval of the Limited Shareholders of the relevant Sub-Fund or under the condition that only the assets of the consenting Limited Shareholders be contributed to the foreign UCI, and each time with the consent of the General Partner. The liquidation of the last remaining Sub-Fund will result in the liquidation of the Company.

Chapter VII. Governing law

27. Governing law.

27.1 All matters not governed by this Articles shall be determined in accordance with the laws of Luxembourg, and in particular the 1915 Law and the 2007 Law.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11907. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 15 janvier 2016.

Référence de publication: 2016053637/533.

(160012178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Olma Invest Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 203.213.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze,
le trente et un décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

«OLMA Private Equity Limited», une société constituée et existant sous le droit irlandais avec siège social à 7, Seville Place, Dublin 1 (République d'Irlande), agissant au nom et pour le compte du limited partnership «OLMA Private Equity Fund L.P.», un Limited Partnership constitué et existant également sous le droit irlandais établie et ayant son siège social à 7, Seville Place, Dublin 1 (République d'Irlande),

ici représentée par Madame Sophie ERK, employée privée, avec adresse professionnelle au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 15 décembre 2015.

Ladite procuration signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle mandataire, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme que la partie prémentionnée déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de «OLMA INVEST EUROPE S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à DEUX CENT MILLE EUROS (200'000.- EUR) représenté par deux mille (2'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription

sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

La Société pourra émettre des certificats représentant des actions au porteur. Les actions au porteur seront soumises aux exigences prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires

Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de mai à 15.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en mai 2017.

Souscription et libération

Toutes les deux mille (2'000) actions ordinaires ont été souscrites par le Limited Partnership «OLMA Private Equity Fund L.P.», pré-qualifiée, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement à leur valeur nominale par le même actionnaire et souscripteur prénommé,

par apport en nature (l'«Apport») consistant en cent quarante-quatre mille (144'000) actions intégralement libérées, soit vingt pourcent (20%) du capital social souscrit et émis de la société «OLMA Invest», une société par actions simplifiée constituée et existant sous le droit français établie et ayant son siège social au 41 bis, boulevard de la Tour-Maubourg, F-75007 Paris (France), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Paris (France), sous le numéro 524 110 418, avec un capital social émis de SEPT CENT VINGT MILLE EUROS (720'000.- EUR).

Ledit Apport ainsi que les modes d'évaluation adoptées sont décrits dans un rapport établi par Monsieur Julien DIERJEAN, réviseur d'entreprises agréé auprès de la société «A3T S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 44, Boulevard Grande- Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en date du 30 décembre 2015, qui contient les indications prévues à l'article 26 (1) et (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifié par la suite et dont les conclusions sont les suivantes:

«Conclusion

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins au 2.000 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune de OLMA INVEST EUROPE S.A., à émettre en contrepartie.»

Ledit rapport restera, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La preuve de la propriété des actions apportées et le transfert des mêmes actions au profit de la Société a été rapportée au notaire soussigné par une déclaration émises et signée en date du 15 décembre 2015 par le directeur de la société OLMA Private Equity Limited, agissant au nom et pour compte d'OLMA Private Equity Fund L.P., qui la constate et reconnaît expressément.

Il résulte encore d'un autre certificat signé et daté en date du 15 décembre 2015 par le président de la société «OLMA Invest» que les actions ainsi apportées en nature à la Société sont libres de tous privilèges, gage, charges ou autres droits en faveur de tiers tout gage et garantie et qu'il n'existe aucun obstacle à leur libre transfert à la Société.

Les deux certificats resteront annexés aux présentes.

Ledit Apport est évalué à la somme totale de DEUX CENT MILLE EUROS (200'000.- EUR) et constitue ainsi le montant intégral du capital social souscrit et émis de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à environ deux mille euros.

Résolutions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).
2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:
 - Monsieur Alexis DE BERNARDI, licencié en sciences économiques, né à Luxembourg, le 13 février 1975, demeurant professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg;
 - Monsieur Régis DONATI, expert-comptable, né à Briey (France), le 19 décembre 1965, demeurant professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg;
 - Monsieur Nicolas SALMON, administrateur de société, né à Neuilly-Sur-Seine (France), le 25 novembre 1968, avec adresse personnelle au 17, Route d'Entravayes, 1874 Champéry, Suisse.
3. A été nommée commissaire aux comptes:
 - la société «CUSTOM S.A.», une société anonyme constituée et existant sous le droit luxembourgeois établie et ayant son siège social au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (RCS Luxembourg, section B numéro 124 470).
4. Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2020.
5. L'adresse de la Société est établie au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. ERK, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2016. Relation: EAC/2016/293. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016053799/250.

(160013685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Kiwi Holding II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 203.209.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December,

Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

Kiwi Holding I S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

represented by Sofia DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given on 23 December 2015.

Which power of attorneys shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named parties and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as mentioned above, have declared their intention to constitute by the present deed a public limited liability company (société anonyme) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a public limited liability company (the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Kiwi Holding II S.A."

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors (as defined hereafter).

3.4. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

3.5. The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors may establish branches or offices of representation in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

4.3. The Company may subordinate its claims in favour of third parties for the obligations of any such Connected Companies.

4.4. For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.5. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.5.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.5.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.5.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares**Art. 6. Capital.**

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at thirty-five thousand Swiss Francs (CHF 35,000) divided into thirty-five thousand (35,000) shares having a nominal value of one Swiss Franc (CHF 1) each (the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders.

The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

Art. 7. Shares.

7.1. Each Share is entitled to one vote. The Shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing a single Share or certificates representing two or more Shares.

7.2. The Shares may be in registered or bearer form at the option of the Shareholder.

7.3. The Company may, to the extent and under the terms permitted by Law, purchase its own Shares.

7.4. The corporate capital of the Company may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III. - Management

Art. 8. Management.

8.1. The Company may be managed by one director (the "Sole Director"), whether Shareholder or not, as long as it has a sole Shareholder. In case there are several Shareholders, the Company shall be managed by a board of directors comprising at least three (3) members, whether Shareholders or not (the "Board of Directors", each member individually, a "Director"). The Directors are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of Shareholders, which may at any time remove them.

8.2. The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Meeting of the board of directors.

9.1. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman.

9.2. The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two Directors so request. In case all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

9.3. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail, or letter another Director as his proxy.

9.4. Meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg. The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the Directors present either in person or by proxy at such meeting.

9.5. Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone and videoconference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

9.6. Written resolutions signed by all the members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

9.7. The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed (i) by all Directors present or represented at the meeting or (ii) by any two (2) Directors present or represented at the meeting, or (iii) by the chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Directors or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Directors at such meeting of the Board of Directors.

9.8. Extracts shall be certified by the chairman or any Director or by any person nominated during a meeting of the Board of Managers.

9.9. In case of a Sole Director, the resolutions of the Sole Director shall be documented in writing.

Art. 10. Powers.

10.1. The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors.

10.2. The Company will be bound in any circumstances by the sole signature of its Sole Director or, in case of plurality of Directors, by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the person in charge of the daily management of the Company, as far as the daily management is concerned, unless special decisions have been taken concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors pursuant to article 11 of the Articles.

10.3. Any litigation involving the Company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Sole Director or by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

10.4. The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the Law.

Art. 11. Delegations.

11.1. The Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more persons, whether Directors or not.

11.2. He may also commit the management of a special branch of the Company to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its own members or not, whether Shareholders or not.

Title IV. - Supervision

Art. 12. Supervision. Except where according to the Law the Company's annual accounts must be audited by an approved independent auditor, the Company's annual accounts shall be reviewed by one or several statutory auditors (unless otherwise decided by the general meeting of Shareholders) appointed by the general meeting of Shareholders, which will fix their number and its/their remuneration, as well as the term of its/their office, which must not exceed six (6) years.

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. The sole Shareholder shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under Section IV § 5 of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes. In such case and where the term sole Shareholder is not expressly mentioned in the Articles, a reference to the general meeting of Shareholders used in the Articles is to be construed as a reference to the sole Shareholder.

13.2. In case there is more than one Shareholder, resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of Shareholders.

13.3. If all the Shareholders are present or represented and informed of the agenda of the meeting, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4. General meetings of Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

13.5. Each Shareholder may participate in any general meeting of Shareholders by telephone or videoconference or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, and to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

13.6. Except as otherwise provided by the Law or the Articles, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at such meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.7. Subject to the terms and conditions provided by the Law, the Articles may be amended by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted with a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting where at least half (1/2) of the Company's corporate capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed by a majority of two third (2/3) of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.8. The annual general meeting of Shareholders will be held at the registered office or at such other place in the municipality of the registered office as specified in the convening notice on the fourth Thursday of June at 11:00 A.M.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting of Shareholders will be held on the next following business day.

Title VI. - Financial year - Allocation of profits

Art. 14. Financial year. The financial year of the Company starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Allocation of profits. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company.

The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders.

If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by general meeting of Shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII. - Applicable law

Art. 17. Applicable law. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the 31st December 2016.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the appearing parties declares to subscribe the entire capital as follows:

Kiwi Holding I S.à r.l., prenamed, has subscribed to:

Thirty-five thousand Shares	35,000 Shares
TOTAL: thirty-five thousand Shares	35,000 Shares

The Shares together with a share premium in the amount of thirty thousand Swiss Francs (CHF 30,000) have been fully paid up by a contribution in cash of sixty-five thousand Swiss Franc (CHF 65,000).

The amount of sixty thousand Swiss Franc (CHF 65,000) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges this.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the Law, have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 1,800.- euros

Extraordinary general meeting

After the Articles have thus been drawn up, the above named Shareholders have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, they passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Have been elected as Directors of the Company for a period of 6 years:

2.1 Mr. Karl Heinz Horrer, born on 19 August 1966 in Munich, Germany, with professional address at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2.2 Mr. Jens Hoellermann, born on 26 July 1971, in Oberhausen, Germany, with professional address at 25, rue Général Patton, L-2317 Howald;

2.3 Ms. Andrea Neuböck-Escher, born on 4 March 1982 in Bad Ischl, Austria, with professional address at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; and

2.4 Mr. Michael Anatolitis, born on 13 October 1980 in Lefkosia, Cyprus, with professional address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre,

Pardevant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Kiwi Holding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par Sofia DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 23 décembre 2015

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiquée ci-avant, ont déclaré leur intention de constituer par le présent acte une société anonyme et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Forme - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il existe une société anonyme (la "Société"), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

Art. 2. Nom. Le nom de la Société est "Kiwi Holding II S.A."

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

3.2. Il peut être transféré en toute autre localité à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Actionnaires (tel que défini ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Luxembourg par simple décision de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration (tel que défini ci-après).

3.4. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

3.5. L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration peut constituer des succursales ou des bureaux de représentation tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

4.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également fournir à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

4.3 La Société peut subordonner ses créances en faveur de tierces parties pour les obligations de toutes Sociétés Apparentées.

4.4. Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire.

Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

4.5. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

4.5.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dettes ou capitaux propres, convertibles ou non, ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou autres;

4.5.2. accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des engagements ou avoirs (présents ou futurs), ou par toutes ou l'une de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de toutes Sociétés Apparentées, ou de tout administrateur, gérant ou autre mandataire de la Société ou de toutes Sociétés Apparentées, dans les limites de toute disposition légale applicable; et

4.5.3. utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre tous risques de crédit, risques de change, risques de taux d'intérêt et autres risques.

4.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques et financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs prédécrits.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à trente-cinq mille francs suisses (CHF 35.000) représenté par trente-cinq mille (35.000) actions, ayant une valeur nominale d'un franc suisses (CHF 1) chacune (les "Actions"). Les détenteurs des Actions sont désignés collectivement comme les "Actionnaires".

6.2. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Actionnaires. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Actions que la Société peut racheter à son/ses Actionnaire(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions à l'/aux Actionnaire(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

Art. 7. Actions.

7.1. Chaque Action donne droit à une voix. Les Actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats représentant deux ou plusieurs Actions.

7.2. Les Actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix de l'Actionnaire.

7.3. La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la Loi le permet, procéder au rachat de ses propres Actions.

7.4. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III. - Administration

Art. 8. Administration.

8.1. La Société peut être administrée par un administrateur unique (l' "Administrateur Unique"), Actionnaire ou non, aussi longtemps qu'il y a un Actionnaire unique. Au cas où il y a plusieurs Actionnaires, la Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, Actionnaires ou non (le "Conseil d'Administration", et chaque membre individuellement, un "Administrateur"). Les Administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, pour un terme ne pouvant dépasser six (6) années et en tout temps révocables par elle.

8.2. Le nombre d'Administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 9. Réunion du conseil d'administration.

9.1. Le Conseil d'Administration choisira un président parmi ses membres.

9.2. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux Administrateurs le demandent. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités et conditions de convocation.

9.3. Chaque Administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télégramme, par fax, courriel ou lettre, un autre Administrateur comme son mandataire.

9.4. Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront à Luxembourg. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions seront valablement adoptées par la majorité des votes des Administrateurs présents en personne ou par mandataire à telle réunion.

9.5. Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visio-conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

Les membres du Conseil d'Administration qui participent à une réunion du Conseil d'Administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de la réunion.

9.6. Les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil d'Administration auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

9.7. Le procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration est signé (i) par tous les Administrateurs présents ou représentés à la réunion ou (ii) par deux (2) Administrateurs présents ou représentés à la réunion, ou (iii) par le président et le secrétaire s'ils sont nommés à la réunion du Conseil d'Administration ou (iv) par toute personne dont les pouvoirs ont été délégués par le Conseil d'Administration à cette réunion du Conseil d'Administration.

9.8. Des extraits seront certifiés par le président ou tout Administrateur ou par toute personne désignée lors d'une réunion du Conseil d'Administration.

9.9. En cas d'Administrateur Unique, les résolutions de l'Administrateur Unique seront documentées par écrit.

Art. 10. Pouvoirs.

10.1. L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence de l'Administrateur Unique ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

10.2. La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature individuelle de la personne en charge de la gestion journalière de la Société, dans la mesure où la gestion journalière est concernée, à moins que des décisions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs n'aient été prises par l'Administrateur Unique ou, suivant le cas, le Conseil d'Administration conformément à l'article 11 des Statuts.

10.3. Tous litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par l'Administrateur Unique ou par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'Administrateur délégué à cet effet.

10.4. L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est autorisé à payer des acomptes sur dividendes en respectant la Loi.

Art. 11. Délégations.

11.1. L'Administrateur Unique ou, suivant le cas, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à une ou plusieurs personnes, Administrateurs ou non.

11.2. Il peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale de la Société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, Actionnaires ou non.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. Surveillance. Sauf lorsqu'en vertu de la Loi, les comptes annuels statutaires doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, les comptes annuels de la Société seront revus par un ou plusieurs commissaires, à moins qu'il n'ait été décidé autrement par l'assemblée générale des Actionnaires, nommé(s) par l'assemblée générale des Actionnaires qui fixe leur nombre et sa/leur rémunération, ainsi que la durée de son/leur mandat qui ne peut excéder six (6) années.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 13. Pouvoirs - Tenue des assemblées générales.

13.1. L'Actionnaire unique exercera tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Section IV § 5 de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux. Dans ce cas et lorsque le terme Actionnaire unique n'est pas expressément mentionné dans les Statuts, une référence à l'assemblée générale des Actionnaires utilisée dans les Statuts doit être lue comme une référence à l'Actionnaire unique.

13.2. S'il y a plus d'un Actionnaire, les décisions des Actionnaires seront prises en assemblée générale des Actionnaires.

13.3. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4. Les assemblées générales des Actionnaires se tiendront à Luxembourg. Tout Actionnaire peut par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire, à le représenter à une assemblée générale des Actionnaires et à voter en son nom et à sa place.

13.5. Tout Actionnaire peut participer à toute assemblée générale des Actionnaires par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout moyen similaire de communication permettant à toutes les personnes participants à l'assemblée d'être identifiés et de s'entendre et de se parler. La participation à une assemblée par ce moyen est considérée comme équivalente à une participation en personne à telle assemblée.

13.6. Sauf disposition contraires de la Loi ou des Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la portion du capital social présent ou représenté à telle assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.7. Sous réserve des termes et conditions prévus par la Loi, les Statuts peuvent être modifiés par décision de l'assemblée générale des Actionnaires prises à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à une assemblée où au moins la moitié (1/2) du capital social de la Société est présent ou représenté lors d'une première convocation. Lors d'une seconde convocation, la décision sera prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à l'assemblée,

quelle que soit la portion du capital présent ou représenté à l'assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.8. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra au siège social ou à tel autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social précisé dans la convocation le quatrième jeudi de juin à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Exercice social - Répartition des bénéfices

Art. 14. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 15. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, à un moment quelconque, pour une cause quelconque, ladite réserve tombe en dessous de dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale des Actionnaires.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

Titre VIII. - Loi applicable

Art. 17. Loi applicable. Pour tous les points non réglés par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

L'assemblée générale annuelle se tiendra pour la première fois en 2016 à la date et au lieu indiqués dans les statuts.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant été établis, les parties comparantes déclarent souscrire l'entière du capital comme suit:

Kiwi Holding I S.à r.l., prénommé, a souscrit à:

trente-cinq mille Actions	35.000 Actions
TOTAL: trente-cinq mille Actions	35.000 Actions

Les Actions ensemble avec une prime d'émission d'un montant de trente mille francs suisses (30.000 CHF) qui sont libérées par le biais d'un apport en numéraire d'un montant de soixante-cinq mille francs suisses (65.000 CHF).

Le montant de soixante-cinq mille francs suisses (65.000 CHF) est à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunération ou charges sous quelques formes que ce soit, qui incombe à la Société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à 1.800,- euros.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après l'établissement des Statuts, les Actionnaires préqualifiés ont tenu une assemblée générale extraordinaire. Après avoir vérifié que celle-ci était valablement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est situé au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Les personnes suivantes ont été nommés en tant qu'Administrateurs de la Société pour une période de 6 ans:

1.1 Mr. Karl Heinz Horrer, né le 19 août 1966, à Munich, Allemagne, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

1.2 Mr. Jens Hoellermann, né le 26 juillet 1971, à Oberhausen, Allemagne, avec adresse professionnelle au 25, rue Général Patton, L-2317 Howald;

1.3 Mme. Andrea Neuböck-Escher, née le 4 mars 1982 à Bad Ischl, Autriche, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; et

1.4 Mr. Michael Anatolitis, né le 13 octobre 1980 à Lefkosa, Chypre, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes connu du notaire soussigné par nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31655. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016053703/467.

(160013538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Exeter/GIC UK Property 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 199.837.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 198.280,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on December 29th, 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Exeter/GIC UK Property 2 S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 199.837, and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated August 25th, 2015, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2954 (page 141757) on October 28th, 2015 (the "Company"). The Articles have not been amended since the incorporation of the Company.

The appearing party representing the whole corporate capital of the Company requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10th, 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of one British Pound (GBP 1), so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500) to twelve thousand five hundred and one British Pounds (GBP 12,501), by creating and issuing one (1) new share with a nominal value of one British Pound (GBP 1) (the "New Share"), such New Share having such rights and obligations as set forth in the Articles and being issued with a share premium of a total amount of three million six hundred and thirty-four thousand three hundred and twenty-nine British Pounds (GBP 3,634,329).

Subscription and payment

The New Share is subscribed and fully paid up by Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., prenamed, being the sole existing shareholder of the Company.

Such New Share is paid up by a contribution in kind consisting of an undisputed claim that Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l. has against the Company of an amount of three million six hundred and thirty-four thousand three hundred and thirty British Pounds (GBP 3,634,330).

The total contribution of three million six hundred and thirty-four thousand three hundred and thirty British Pounds (GBP 3,634,330) for the New Share is allocated as follows:

- one British Pound (GBP 1.-) is allocated to the share capital of the Company; and
- three million six hundred and thirty-four thousand three hundred and twenty-nine British Pounds (GBP 3,634,329) are allocated to the share premium account of the Company.

The proof of the existence and the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to amend article 5.1 of the Articles of the Company, in order to reflect the above decision, which shall henceforth be read as follows:

" 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred and one British Pounds (GBP 12,501) divided into twelve thousand five hundred and one (12,501) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly."

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to three thousand eight hundred euro (EUR 3,800).

The amount of three million six hundred and thirty-four thousand three hundred and thirty British Pounds (GBP 3,634,330) corresponds to the amount of four million nine hundred fifty-one thousand seven hundred forty euro and fifty-eight cents (EUR 4,951,740.58) according to the exchange rate published on the European Central Bank on December 31st, 2015.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his/her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente et un décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198.280,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 29 décembre 2015.

Ladite procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de "Exeter/GIC UK Property 2 S.à r.l.", une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199.837, et constituée par un acte notarié du notaire soussigné, en date du 25 août 2015, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2954 (page 141757) du 28 octobre 2015 (la "Société"). Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

La partie comparante, représentant l'ensemble du capital social de la Société requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes prises conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, selon lesquelles l'associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant d'une livre sterling (1,- GBP), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents livres sterling (12.500,-GBP) à douze mille cinq cent et une livres sterling (12.501,- GBP), par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale ayant une valeur nominale d'une

livre sterling (1,- GBP) (la "Nouvelle Part Sociale"), cette Nouvelle Part Sociale ayant les droits et obligations tels que décrits dans les Statuts, et étant émise avec une prime d'émission totale de trois millions six cent trente-quatre mille trois cent vingt-neuf livres sterling (3.634.329,- GBP).

Souscription et paiement

La Nouvelle Parts Sociale est souscrite et entièrement libérée par Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., prénommé, le seul associé existant de la Société.

Telle Nouvelle Part Sociale a été payée par voie d'apport en nature consistant en une créance incontestée d'Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l. contre la Société d'un montant de trois millions six cent trente-quatre mille trois cent trente livres sterling (3.634.330,- GBP).

La contribution totale de trois millions six cent trente-quatre mille trois cent trente livres sterling (3.634.330,- GBP) pour la Nouvelle Part Sociale est allouée comme suit:

- une livre sterling (1,- GBP) est alloué au capital social de la Société; et
- trois millions six cent trente-quatre mille trois cent vingt-neuf livres sterling (3.634.329,- GBP) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de cette contribution a été présentée au notaire soussigné.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société, afin de refléter la décision précédente, qui se lira désormais comme suit:

" 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et une livres sterling (12.501,- GBP) représenté par douze mille cinq cent et une (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'une livre sterling (1,- GBP) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associé" doit être interprété conformément."

Frais et dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ trois mille huit cents euros (3.800,- EUR).

La somme de trois millions six cent trente-quatre mille trois cent trente livres sterling (3.634.330,- GBP) correspond à la somme de quatre millions neuf cent cinquante et un mille sept cent quarante euros et cinquante-huit cents (4.951.740,58 EUR) conformément au taux de change publié sur la Banque Centrale Européenne en date du 31 décembre 2015.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, le mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/515. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Référence de publication: 2016054246/140.

(160014040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2016.

Exeter/GIC Zwolle 1 (Netherlands), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 201.923.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 198.280, here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on December 29th, 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Exeter/GIC Zwolle 1 (Netherlands), S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 201.923, and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated November 26th, 2015, whose articles of incorporation (the "Articles") have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations yet (the "Company"). The Articles have not been amended since the incorporation of the Company.

The appearing party representing the whole corporate capital of the Company requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10th, 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of one euro (EUR 1), so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one euro (EUR 12,501), by creating and issuing one (1) new share with a nominal value of one euro (EUR 1) (the "New Share"), such New Share having such rights and obligations as set forth in the Articles and being issued with a share premium of a total amount of one million two hundred and fifteen thousand six hundred and twenty-four euro (EUR 1,215,624).

Subscription and payment

The New Share is subscribed and fully paid up by Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., prenamed, being the sole existing shareholder of the Company.

Such New Share is paid up by a contribution in kind consisting of an undisputed claim that Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l. has against the Company of an amount of one million two hundred and fifteen thousand six hundred and twenty-five euro (EUR 1,215,625).

The total contribution of one million two hundred and fifteen thousand six hundred and twenty-five euro (EUR 1,215,625) for the New Share is allocated as follows:

- one euro (EUR 1) is allocated to the share capital of the Company; and
- one million two hundred and fifteen thousand six hundred and twenty-four euro (EUR 1,215,624) are allocated to the share premium account of the Company.

The proof of the existence and the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to amend article 5.1 of the Articles of the Company, in order to reflect the above decision, which shall henceforth be read as follows:

" 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred and one euro (EUR 12,501) divided into twelve thousand five hundred and one (12,501) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly."

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand seven hundred euro (EUR 2,700).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his/her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente et un décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198.280,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 29 décembre 2015.

Ladite procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de "Exeter/GIC Zwolle 1 (Netherlands), S.à r.l.", une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 201.923, et constituée par un acte notarié du notaire soussigné, en date du 26 novembre 2015, dont les statuts (les "Statuts") n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Société"). Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

La partie comparante, représentant l'ensemble du capital social de la Société requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes prises conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, selon lesquelles l'associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant d'un euro (1,- EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501,- EUR), par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale ayant une valeur nominale d'un euro (1,-EUR) (la "Nouvelle Part Sociale"), cette Nouvelle Part Sociale ayant les droits et obligations tels que décrits dans les Statuts, et étant émise avec une prime d'émission totale d'un million deux cent quinze mille six cent vingt-quatre euros (1.215.624,- EUR).

Souscription et paiement

La Nouvelle Parts Sociale est souscrite et entièrement libérée par Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l., prénommé, le seul associé existant de la Société.

Telle Nouvelle Part Sociale a été payée par voie d'apport en nature consistant en une créance incontestée d'Exeter/GIC Investment HoldCo 1 S.à r.l. contre la Société d'un montant d'un million deux cent quinze mille six cent vingt-cinq euros (1.215.625,- EUR).

La contribution totale d'un million deux cent quinze mille six cent vingt-cinq euros (1.215.625,- EUR) pour la Nouvelle Part Sociale est allouée comme suit:

- un euro (1,- EUR) est alloué au capital social de la Société; et
- un million deux cent quinze mille six cent vingt-quatre euros (1.215.624,- EUR) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de cette contribution a été présentée au notaire soussigné.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société, afin de refléter la décision précédente, qui se lira désormais comme suit:

" 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501,- EUR) représenté par douze mille cinq cent et une (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associé" doit être interprété conformément."

Frais et dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ deux mille sept cents euros (2.700,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, le mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/514. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Référence de publication: 2016054247/132.

(160013979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2016.

Catena Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 177.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 199.948.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of December.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Caoba Transportation, Inc., a company incorporated and existing under Panama Law, having its registered office C/O Alfaro, Ferrer & Ramirez con dirección en Ave. Samuel Lewis y Calle 54, Edificio AFRA, República de Panamá and registered in the public registry of Panama under number 12,070,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 2015. The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Catena Investments S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, which has been registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 199948, established pursuant to a deed of the undersigned notary, dated August 31, 2015, and which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2980 on October 30, 2015 and whose bylaws have been lastly amended by virtue of a deed of the undersigned notary dated November 4, 2015, and which has not been yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Resolutions

I. The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of seven thousand United States Dollars (USD 7.000,00) so as to bring it from its current amount of one hundred seventy thousand United States Dollars (USD 170.000,00) to one hundred seventy-seven thousand United States Dollars (USD 177.000,00) by the issue of seven thousand (7.000) new shares with a nominal value of one United State Dollar (USD 1,00).

II. The sole shareholder resolves to fully pay up the issuance of the Company's new shares having an aggregate of seven thousand United States Dollars (USD 7.000,00) in cash.

The amount of seven thousand United States Dollars (USD 7.000,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company.

III. The sole shareholder resolves to amend article 5 paragraph 1 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

«The subscribed share capital is set at one hundred seventy-seven thousand United States Dollars (USD 177.000,00) represented by one hundred seventy-seven thousand (177.000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each»

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour de décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Caoba Transportation, Inc., une société de droit républicain du Panama, ayant son siège social au C/O Alfaro, Ferrer & Ramirez, Ave. Samuel Lewis y Calle 54, Edificio AFRA, République du Panama et enregistrée au registre public du Panama sous le numéro 12,070,

ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, ayant son adresse professionnelle au Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en octobre 2015. Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Catena Investments S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199948, constituée par acte du notaire instrumentaire, en date du 31 août 2015, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2980 en date du 30 octobre 2015 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire en date du 4 novembre 2015 et pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Résolutions

I. L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à hauteur de sept mille Dollars Américains (USD 7.000,00) afin de le porter de son montant actuel de cent soixante-dix mille Dollars Américains (USD 170.000,00) à cent soixante-dix-sept mille Dollars Américains (USD 177.000,00) par l'émission de sept mille (7.000) nouvelles parts sociales.

II. L'associé unique décide de payer intégralement l'émission des nouvelles parts sociales par la Société ayant une valeur globale de sept mille Dollars Américains (USD 7.000,00) en numéraire.

Le montant de sept mille Dollars Américains (USD 7.000,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve désormais à la libre disposition de la Société.

III. L'associé unique décide de modifier l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«Le capital social de la Société s'élève à cent soixante-dix-sept mille Dollars Américains (USD 177.000,00) représenté par cent soixante-dix-sept mille (177.000) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollar Américain (USD 1,00) chacune.»

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31164. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016057936/91.

(160017924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.